

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HSWT FRANCE**

Port 7516  
7516 route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : -  
Code AIOT : 0007000481

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement HSWT FRANCE implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à la signature des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 21/07/2025 et du 10/03/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HSWT FRANCE
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines

- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	APMD du 21/07/2025	AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	APMD du 10/03/2025	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD du 21/07/25	AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1	Sans objet
3	APMD du 10/03/2025	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions afin de se mettre en conformité au regard des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 21/07/25 et du 10/03/25 mais celles-ci restent insuffisantes et des compléments sont attendus.

Par ailleurs, compte tenu de l'incendie survenu le 15/03/2026 sur le site et des dégâts occasionnés (cf. bâtiment P1 à l'arrêt), l'exploitant n'est pas en mesure de transmettre rapidement les éléments attendus.

L'Inspection demande donc à l'exploitant de transmettre sous 2 mois les éléments attendus et se réserve le droit de proposer de nouvelles sanctions si besoin.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 21/07/25

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société HSWT FRANCE, exploitant une installation de production d'édulcorant située au 7516 route de la Grande Hernesse sur la commune de 59820 Gravelines, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 43-2-3 et 43-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rendant disponible les lances monitors qui étaient hors service lors de l'inspection du 29/01/2025 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté;</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Il a pu être constaté la présence de 3 nouvelles lances sur le terrain avec un débit unitaire annoncé de 30 l/min. La société SMS a transmis le PV de réception de celles-ci le 12/02/2026. Les lances ont été essayées en réel et une vidéo de cet essai du 06/11/2025 a été visualisée en séance.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé avoir fait l'acquisition de 3 lances mobiles. Ces lances sont aujourd'hui stockées à proximité du poste de garde mais il est prévu de les stocker sur chariot mobile et dans un container maritime à proximité de la salle de contrôle. A ce stade, leur utilisation s'avère être très compliquée compte tenu du poids et de la distance à parcourir pour leur installation.</p> <p>A noter qu'une fois installée, ces lances sont auto-stabilisées (ancrage au sol du fait de la pression de l'eau) et ne nécessitent donc pas une présence humaine en permanence.</p> <p>Enfin, une formation "incendie" est d'ores et déjà prévue pour 8 personnes (1 personne par équipe) le 22/04 (site Total Oléum).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p><b>Demande 1</b> : il convient, sous 3 mois, de stocker les lances mobiles à un emplacement qui permette une utilisation plus facile et rapide.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : APMD du 21/07/2025**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société HSWT FRANCE, exploitant une installation de production d'édulcorant située au 7516 route de la Grande Hernesse sur la commune de 59820 Gravelines est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 43-2-3 et 43-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> </ul>

- en complétant son plan de défense incendie afin qu'il réponde à l'ensemble des dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté;

#### **Constats :**

En séance, l'exploitant a remis la dernière version (février 2026) de la stratégie de défense incendie. Celle-ci prend en compte les demandes de compléments formulées par l'Inspection dans son rapport d'inspection (rapport du 29/04/25).

Néanmoins, par courriel du 11/03/26, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'apporter des compléments.

Suite à l'accident survenu le dimanche 15/03/26 et compte tenu des dégâts occasionnés (bâtiment P1 à l'arrêt), l'exploitant n'est pas en mesure de fournir rapidement les réponses attendues.

Compte tenu de la situation, cette demande de compléments est reprise en demande ci-dessous. A ce stade, il n'est pas proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'Inspection se réserve le droit de proposer des suites si les compléments n'étaient pas apportés dans les délais repris ci-après.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 2** : Après lecture du document transmis en séance, il vous est demandé d'apporter sous 2 mois les réponses aux remarques reprises ci-dessous :

##### **- Feu de rétention:**

- la localisation des boîtes à mousse et leur nombre doivent être confirmés (présence de 4 ou 5 boîtes à mousse? présence d'une boîte à mousse dans le rétention du réservoir T7150? ). Il convient également de confirmer que les boîtes à mousse se déclenchent toutes en même temps;
- la cinétique relative à la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie doit être plus précise. Il convient d'ajouter le moment à partir duquel les moyens vont être mis en œuvre (ex: déclenchement du déluge :  $t=0+x'$ ). A noter que l'emplacement retenu actuellement pour le stockage des lances mobiles n'est pas propice à un déploiement rapide de celles-ci et qu'il convient d'identifier, sous les meilleurs délais, un lieu et un mode stockage plus adapté.

Il est rappelé que l'arrêté ministériel du 03/10/10 n'impose pas de refroidir les bacs présents dans la rétention en feu. Néanmoins, si vous souhaitez maintenir ce refroidissement, il convient d'être particulièrement vigilant sur le non débordement de la rétention et sur le maintien du tapis de mousse mis en place et dont l'objectif est d'éteindre le feu. En revanche, les bacs T7150, T7450 et T7160 présents à proximité doivent être refroidis dès lors qu'il sont exposés à des flux thermiques supérieurs à 12 kW/m<sup>2</sup> (cf Article 43-3-7 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010).

##### **- Feu de bac :**

- l'EDD réalisée par l'Ineris (Ineris - 208886 - 2739404 - v2.0 - 26/08/2022) donne en page 192 les distances d'effet suivantes pour un feu de bac T7410 : 10, 15 et 20m pour respectivement des flux thermiques de 8, 5 et 3 kW/m<sup>2</sup>. Ces distances ne correspondent pas à celles que vous avez reprises dans le §2.1. Il convient de s'assurer que les distances reprises dans la stratégie sont correctes.
- les emplacements des lances mobiles doivent être pré-positionnés - prise en compte si

besoin de l'origine du vent - sur le schéma du §1.3 en y reportant également les distances de flux thermiques.

- les portées des lances doivent être précisées afin de s'assurer de l'attaque du réservoir en feu et de l'efficacité du refroidissement des réservoirs voisins.
- la cinétique de mise en œuvre de ces moyens doit être précisée eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux.
- le personnel amené à intervenir ne doit pas être exposé à un flux thermique qui excède 5 kW/m<sup>2</sup>. Cette justification doit être apportée. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>.s ni la valeur de 8 kW/m<sup>2</sup>, sous réserve de démontrer que les équipements nécessaires pour une telle intervention sont présents et que le personnel est correctement entraîné.

Par ailleurs, il convient de relire de manière attentive ce document car il a été constaté certaines coquilles (§1.5.4 : le volume de 190.8 m<sup>3</sup>/h correspond au volume total et pas uniquement au volume d'eau : 181.26 m<sup>3</sup> d'eau + 9.54 m<sup>3</sup> d'émulseur = 190.8m<sup>3</sup>/h, §1.5.6 : au niveau des capacités des 2 rétentions : il y a des erreurs entre m<sup>2</sup> et m<sup>3</sup>)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : APMD du 10/03/2025

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, schéma des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

La société HSWT FRANCE, dont le siège social est situé sur le site industriel Leurette, port 7516, 7516 route de la grande Hernesse à 59820 Gravelines, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023 en :

- disposant d'un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés dans un délai de trois mois. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :
  - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
  - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
  - les secteurs collectés et les réseaux associés,
  - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
  - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **Constats :**

Les plans ont été visualisés en séance. Les remarques formulées par l'Inspection par courriel du

29/07/2025 ont été prises en compte par l'exploitant.

L'exploitant a établi les plans suivants : Eaux domestiques, Eau potable, Eau pluviales, Eau usée, Eau incendie.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** APMD du 10/03/2025

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pompe

**Prescription contrôlée :**

La société HSWT FRANCE, dont le siège social est situé sur le site industriel Leurette, port 7516, 7516 route de la grande Hernesse à 59820 Gravelines, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023 en :

- [...]
- Disposant des organes de commande nécessaires à sa mise en service qui doivent être actionnés en toutes circonstances dans un délai d'un mois.

**Constats :**

En séance, l'exploitant a indiqué que la pompe n'avait pas encore été livrée malgré une commande passée le 11/09/2025 et que le délai de livraison était sans cesse reporté. A ce stade, la livraison est annoncée pour mi-avril et nécessite selon l'exploitant 1 mois de travaux pour la rendre opérationnelle. L'exploitant a indiqué que la pompe devrait donc être opérationnelle fin mai.

Par courriel du 05/03/26, l'exploitant a mis l'Inspection en copie d'un courriel envoyé au fournisseur lui rappelant ses obligations et dans lequel était repris les différents échanges relatifs à la fourniture de cette pompe. A date, l'Inspection n'a pas été destinataire d'autres courriels.

Pour rappel, cette pompe est nécessaire pour prendre le relai de la pompe électrique, en cas de perte de l'utilité électrique, qui permet d'envoyer les eaux vers le bassin d'orage.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut donc être levé. Compte tenu des différents éléments transmis par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite à ce stade. Néanmoins, si la pompe n'était pas installée pour la fin mai, l'Inspection se réserve le droit de proposer de nouvelles sanctions.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 3 :** l'exploitant tiendra l'Inspection informée de l'avancement de la livraison et de l'installation de la pompe.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Ressources en eau et en mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, système d'extinction automatique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• d'un système d'extinction automatique incendie type sprinkler au magasin matières premières (débit 1680 m3/h sur 112 têtes) et magasin produits finis (débit 720 m3/h sur 48 têtes);</li> <li>• un système déluge à chaque niveau de l'atelier éaction assurant les débits minimumms suivants :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rez de chaussée : 454 m3/h</li> <li>- 1er niveau : 412 m3/h</li> <li>- 2ième et 3ième niveau : 496 m3/h</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications doivent être consignés sur un registre de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 14/05/2025, l'exploitant avait transmis le résultat des essais du système de déluge testé le 09/03/2025 et dans lequel les actions correctives suivantes étaient inscrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier et corriger les zones non arrosées (nord et est)</li> <li>• réparer les fuites constatées</li> <li>• remplacer la lampe défectueuse.</li> </ul> <p>En séance, l'exploitant a indiqué que les fuites et la lampe avaient été réparées et que la réparation des fuites devrait permettre un meilleur arrosage des zones nord et est sur lesquelles il avait été constaté un faible arrosage lors de l'essai. Le système de déluge sera testé lors du prochain arrêté annuel prévu à partir du 10/10/2026.</p> <p>L'exploitant précise également que l'essai sur le système de déluge a été fait sur l'intégralité de l'installation située au niveau du bâtiment de production P1 mais en cas d'incendie, le système peut être déclenché par étage. Lors de l'incendie sur le bâtiment P1, le 15/03/2025, le système de déluge de l'ensemble du bâtiment P1 (4 étages) a été actionné. Le local de chargement, localisation du départ de feu, n'est pas équipé du système de déluge.</p> <p>Pour ce qui est de l'installation d'extinction automatique, le dernier contrôle semestriel a été réalisé le 23/02/26 selon le référentiel FM Global. En séance, le rapport établi a été visualisé mais l'exploitant a indiqué qu'il avait formulé des remarques au regard de ce document (cf. le rapport</p>

mentionne des observations/remarques qui ont été résolues) et qu'il attendait une nouvelle version de ce rapport. A la réception de ce nouveau rapport, un plan d'actions sera établi. L'exploitant indique que même si l'installation d'extinction automatique a plus de 30 ans, elle ne nécessite pas, selon ce référentiel, de visite trentenaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 4** : il convient que l'exploitant se rapproche d'un prestataire afin de vérifier les spécifications à retenir selon la règle FM Global pour le suivi de l'installation d'extinction automatique (sprinklage). Cette règle pourra être retenue sous réserve de justifier que les installations et équipements ont été conçus et dimensionnés à l'origine sous le référentiel FM Global.

L'exploitant transmet à l'Inspection, sous 3 mois, un document qui précise si une révision trentenaire est nécessaire et dans le cas contraire ce document spécifie si des contrôles spécifiques sont à prévoir.

**Demande 5** : il convient de transmettre, sous 3 mois, le dernier rapport de visite établi en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif aux constats et recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois